

(Votre nom)  
(votre adresse)  
(code postal et ville)

 (votre numéro de téléphone)

Madame Madeleine GUIDONI  
Médiateur de l'AMF  
Autorité des Marchés Financiers  
17 place de la Bourse  
**75082 PARIS CEDEX 02**

**Objet :** Demande de médiation  
FCP Doubl'Ô des Caisses d'Épargne

Madame,

Sur les conseils du *Collectif Lagardère contre les abus bancaires*, je sollicite votre médiation pour régler un différend qui m'oppose à la Caisse d'Épargne (désignation de votre Caisse d'Épargne) à propos du produit financier Doubl'Ô (désignation et numéro du FCP Doubl'Ô) dont j'avais souscrit (nombre de parts) parts le (date de signature) pour un montant de (montant total du versement) euros.

Contrairement à la perspective du doublement promis tout à la fois par mon conseiller financier et par la publicité qu'il m'avait présentée, on ne m'a reversé au terme des six années qu'une somme de (somme restituée) euros, inférieure à mon investissement initial.

Je vous précise que :

- Je n'ai jamais eu communication de la notice d'information validée par l'AMF, ayant signé au vu d'un simple prospectus commercial qui faisait ressortir les nombreux avantages du produit sans en mentionner clairement les caractéristiques les moins favorables.
- Totalement ignorant(e) en matière de placements boursiers, j'ai accordé une entière confiance à mon conseiller qui me vantait un produit réputé "haute performance" et sans risque. Or, comme je l'ai appris bien plus tard, la probabilité d'obtenir la performance annoncée était infime, pour ne pas dire nulle, de par la conception même du produit.

J'estime dans ces conditions que la banque non seulement a failli à son obligation de conseil et de mise en garde mais qu'elle m'a de plus trompé(e) en m'incitant à accepter dans un contrat des conditions désavantageuses sur la foi d'une information tendancieuse et incomplète.

J'ai tenté de résoudre ce litige à l'amiable en déposant une réclamation auprès de ma banque, tentative qui n'a pas abouti comme vous le constaterez à la lecture des courriers échangés.

C'est pourquoi, afin d'éviter une procédure judiciaire, je sollicite votre intervention pour obtenir de la Caisse d'Épargne qu'elle me dédommage du préjudice subi, comprenant les droits de souscription, les frais annuels et les intérêts que m'aurait rapportés le capital placé durant six ans au taux sans risque.

En vous remerciant de l'attention que vous voudrez bien accorder à ma requête, je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

(signature)

**RENSEIGNEMENTS SUR LA SOUSCRIPTION**

(dans le cas de plusieurs FCP ou de plusieurs souscripteurs,  
remplir une fiche pour chaque souscription)

Nom, prénom du souscripteur :

Adresse :

Code postal, ville :

Téléphone fixe, portable :

Date de naissance :

Profession :

Caisse d'Épargne concernée :

Agence (nom et adresse) :

Mon numéro de compte courant :

Désignation exacte du FCP Doubl'Ô et nombre de parts achetées :

Date de la souscription :

Cadre de la souscription : (PEA ou compte titres ordinaire)

Montant de la souscription en euros, frais inclus :

Montant restitué ou transféré à l'échéance :

**Circonstances de la souscription** : (à décrire le plus exactement et le plus précisément possible)

Exemples à titre purement indicatif. Choisir, adapter, supprimer ou remplacer selon le cas :

J'ai reçu de mon agence une lettre circulaire me présentant le placement Doubl'Ô comme une opportunité exceptionnelle à saisir dans un délai limité. J'ai été séduit(e) par la promesse du doublement en six ans et j'ai retourné le bulletin de réservation joint. Mon conseiller m'a rappelé(e) pour fixer un rendez-vous.

ou : Mon conseiller financier m'a téléphoné pour me dire qu'il souhaitait me fixer un rendez-vous pour faire un point de ma situation financière sans me préciser exactement pour quelle raison. C'est lors de ce rendez-vous que mon conseiller m'a présenté le produit Doubl'Ô. Il a réussi à me convaincre avec des prospectus commerciaux, en m'assurant du doublement du capital.

ou : Mon conseiller financier m'a démarché(e) par téléphone en me présentant le produit comme une opportunité assurée de doubler le capital en six ans. Un rendez-vous a été pris par téléphone.

Lors de ce rendez-vous, mon conseiller a réussi à me convaincre en me présentant des prospectus commerciaux, en m'assurant du doublement du capital, et j'ai signé le bulletin de souscription.

ou : Je ne me suis pas décidé(e) tout de suite et j'ai demandé à réfléchir. Mon conseiller m'a rappelé(e) quelques jours plus tard pour me dire que la souscription allait bientôt être close et je lui ai donné mon accord de principe par téléphone.

Le prélèvement a eu lieu quelques jours plus tard et ma souscription n'a jamais été régularisée par la signature d'un bulletin (ou : je suis passé(e) à l'agence quelques jours plus tard pour signer un bulletin de souscription en régularisation).

Mon conseiller financier ne m'a jamais remis, avant ou après la signature, la notice d'information validée par la COB.

J'ai signé la clause "*Je reconnais avoir pris connaissance de la notice d'information relative à l'émission susvisée*" en pensant qu'il s'agissait de la notice commerciale qu'on m'avait présentée.

ou : J'ai signé en toute confiance, sans m'attacher aux détails du bulletin de souscription

ou : Mon conseiller financier m'a dit qu'il n'avait plus la notice officielle mais qu'il allait me l'envoyer par courrier. Je l'ai (ou je ne l'ai pas) reçue ensuite.

ou : Mon conseiller m'a remis la notice d'information officielle validée par la COB au moment de la signature mais je n'ai pas eu le temps d'en prendre connaissance, ou : cette notice m'a paru extrêmement compliquée et j'ai signé sans comprendre, en faisant totalement confiance à mon conseiller.

**Origine des fonds** : (Choisir, adapter, supprimer ou remplacer selon le cas)

Indiquer : livret A, Codevi, PEL, LEP, livret B, vente de titres, autre... à préciser  
ou : n'ayant pas de capital disponible, mon conseiller m'a proposé de souscrire un emprunt de (somme) euros à un taux de (x%). (indiquer les modalités de remboursement prévues dans le contrat).  
Il m'a convaincu(e) que je serais gagnant(e) de toute façon puisque le doublement était assuré.  
ou : la somme que j'avais investie représentait le montant  
d'une indemnité versée suite à un licenciement économique en date du...  
d'une prime de départ en retraite  
d'un petit héritage  
de la vente d'un bien immobilier, d'un fonds de commerce...

Mon conseiller m'avait convaincu(e) de transférer mon épargne sur Doubl'Ô en me présentant la perspective assurée d'une performance bien supérieure à celle dont je disposais déjà. Je lui ai fait confiance et je n'ai pas mis en doute son expertise car je ne pouvais imaginer qu'il puisse se tromper ou me tromper.

**Objectifs de placement** : (Choisir, adapter, supprimer ou remplacer selon le cas)

Mon objectif de placement était d'obtenir un rendement optimal de mon épargne, sans jamais descendre au dessous de la rentabilité du meilleur placement sans risque.  
Il est évident que si j'avais été averti(e) de la possibilité d'un rendement inférieur à celui de mon placement d'origine, je n'aurais jamais déplacé mon argent sur ce produit.

Par ailleurs, mon objectif était essentiellement sécuritaire car...  
... ma situation personnelle est caractérisée par une particulière vulnérabilité en matière de ressources et de dépendance financière (préciser : chômage, retraite, maladie, âge, handicap...)  
... ce capital était destiné à subvenir aux frais d'études de mes enfants, à me constituer un complément de ressources en prévision de mon prochain départ à la retraite...  
... le capital que j'envisageais de me constituer avec ce placement devait me permettre d'entreprendre des travaux de rénovation de mon habitation, d'envisager une accession à la propriété...  
... projets qui se trouvent maintenant gravement compromis...

**Expérience en matière d'investissement** : (Choisir, adapter, supprimer ou remplacer selon le cas)

Hormis les placements d'épargne traditionnelle et sans risque, je n'ai aucune expérience et je suis totalement ignorant(e) en matière d'investissement financier. Au moment de la souscription, j'ai accordé une entière confiance à mon conseiller financier de la Caisse d'Épargne.

Le PEA (ou le compte titres) sur lequel ont été investis les parts Doubl'Ô a été ouvert spécialement pour cette occasion.

J'avais déjà quelques valeurs sécuritaires (obligations) sur un compte titres ordinaire et j'étais persuadé(e) que les titres Doubl'Ô offraient la même sécurité.

J'avais déjà ouvert un PEA à l'instigation de mon conseiller financier. Celui-ci m'avait fait acheter quelques valeurs qu'il m'avait conseillées et dont j'ignore d'ailleurs si elles représentent un bon ou un mauvais placement.

**Exposé de la demande d'indemnisation** :

Je demande une indemnité en rapport avec la rémunération de mon capital initial s'il avait été placé au taux sans risque durant six ans. Ce dédommagement comprend le remboursement des droits de souscription, des frais annuels et des intérêts que m'aurait rapportés le capital placé durant six ans au taux sans risque (ou au taux de mon livret A, de mon PEL... selon le cas).

(voir détail sur le mémoire joint)

**Composition de mon dossier** :

- Ma lettre d'envoi
- Le présent formulaire de renseignements
- Copie de mon bulletin de souscription (du date)  
(ou autre document faisant office de bulletin de souscription)

Si vous ne l'avez pas, indiquez non fourni et précisez :

Je n'ai jamais signé de bon de souscription (si vous en êtes certain)

Sinon : Je n'ai pas retrouvé de bulletin de souscription dans mes dossiers et je ne suis pas certain d'en avoir signé un. Si ce n'était pas le cas, mon agence pourra vous communiquer l'exemplaire qu'elle a dû conserver dans ses archives.

- (éventuellement, en l'absence de bulletin de souscription) Copie de mon relevé de compte du (date) où apparaît le débit de (valeur du débit) euros correspondant à l'achat des parts de FCP.
- (éventuellement, si vous l'avez conservée) Documentation remise à l'occasion de la souscription (lettre de démarchage, prospectus publicitaire, divers documents commerciaux, notice d'information agréée par la COB...);
- (éventuellement, dans le cas d'un financement par un crédit) Contrat d'emprunt
- Dernier relevé de portefeuille à la clôture du FCP (ou notification du montant converti en Écureuil Europe Sécurité à la clôture du FCP)
- Ma lettre de réclamation du (date) à (destinataire) en vue d'un règlement amiable du litige (recommandée avec avis de réception)

éventuellement : La Caisse d'Épargne n'a pas jugé utile de me répondre par écrit. Un échange oral a seulement eu lieu le (date) lors d'un rendez-vous à l'agence au cours duquel on m'a refusé toute indemnisation (ou : au cours duquel on m'a fait une proposition dérisoire que j'ai refusée).

- La lettre de réponse du (date) de la Caisse d'Épargne (refus d'indemnisation ou proposition que je n'ai pas acceptée).

(si vous n'avez pas reçu de réponse écrite, fournissez la copie de l'avis de réception de votre lettre recommandée et, éventuellement, la copie de votre lettre de relance)

- (Éventuellement, copie des courriers échangés avec le Médiateur des Caisses d'Épargne)
- Détail du calcul de l'indemnité demandée.